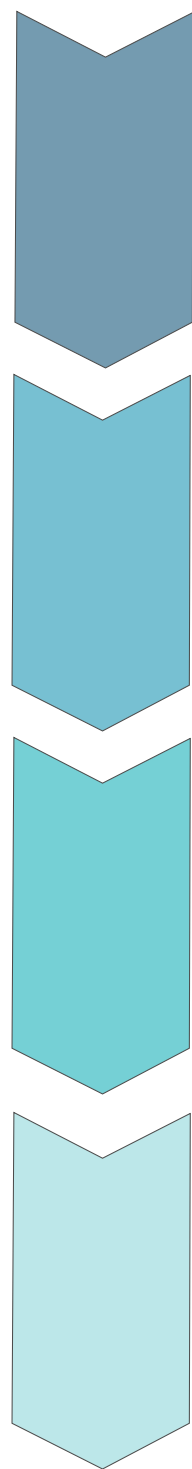


L'étude

Mutations et transitions de la Solidarité Internationale en Région Bretagne



Réseau Bretagne Solidaire

l'Unique réseau Multi-Acteur·rices de coopération internationale en Bretagne

Le Réseau Bretagne Solidaire fait partie des 12 Réseaux Régionaux Multi-Acteur·rices (RRMA) en France. Ce sont des dispositifs régionaux d'échange, d'appui et de concertation multi-acteur·ices de la coopération et la solidarité internationale.

Soutenues au plan national par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, ces structures ont des spécificités régionales mais partagent les mêmes missions d'**identification des acteur·rices de leur territoire**, notamment pour faciliter la mise en place de projets communs, **d'accompagnement des porteur·euses de projets**, **d'animation territoriale**, **d'éducation à la citoyenneté** et à la solidarité internationale et de soutien à la **mobilité internationale**, notamment des jeunes.

Le réseau est ouvert à toutes les structures et acteur·rices breton·nes impliqué·e-s dans des projets de Solidarité et de Coopération Internationale ou souhaitant s'informer sur ces questions.

L e C o n t e x t e

En 2022, en Assemblée Générale, les membres du Réseau Bretagne Solidaire - RBS - ont établi le constat que de nombreuses transitions sont en cours dans le Monde et sur le territoire. Ces transformations subies ou souhaitées impactent le secteur de la coopération internationale, quelle que soit leur nature (sanitaire, climatique, sociale, sécuritaire ou économique). Un premier document interne édité à la fin 2022 vient donner les premières ébauches de l'étude présente, d'autres études réalisées hors Bretagne viennent également alimenter la dynamique (en bibliographie).

Ce travail réalisé entre mars et juillet 2023 a pour volonté d'être un document structurant pour RBS en améliorant sa cartographie des acteur·rices de la coopération ou de la solidarité internationale, en les questionnant autour des grands sujets de transformation que leurs organisations vivent afin d'en retirer non seulement des constats mais aussi des enjeux d'accompagnement ou de soutien du réseau.

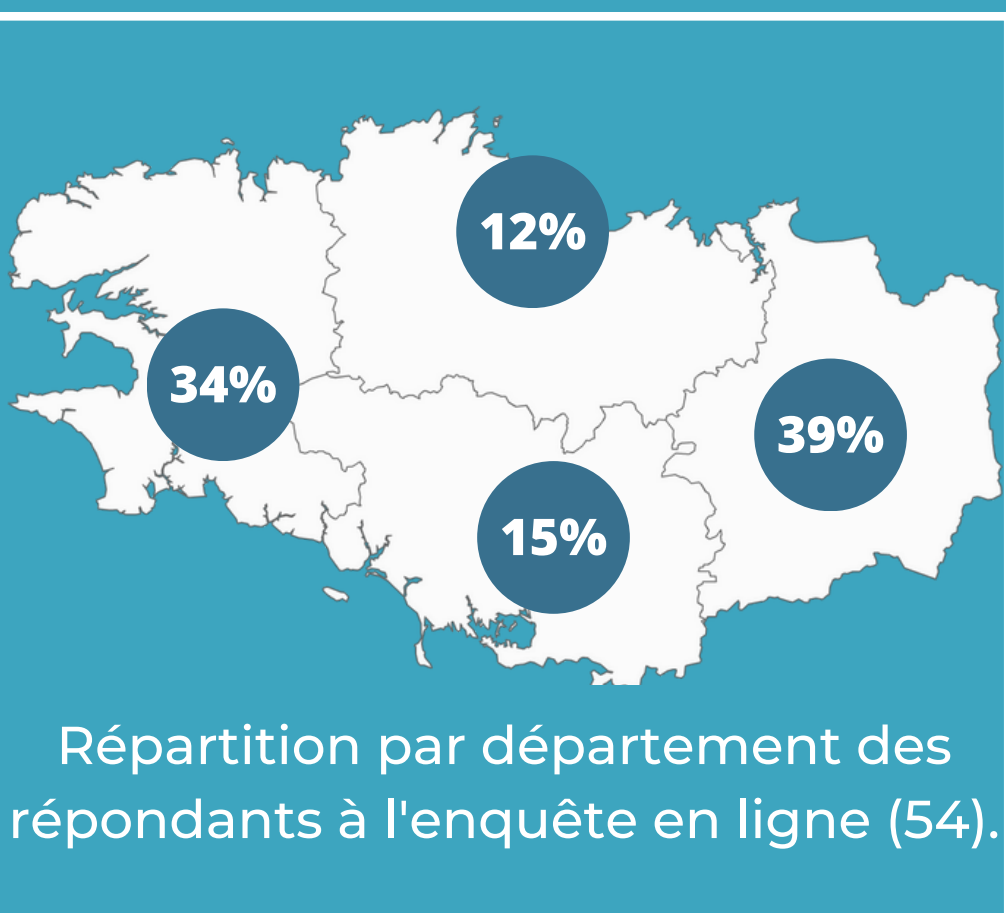
Lors de l'AG 2023 de RBS, les hypothèses d'analyses ont été dévoilées aux membres pour apporter une rétroalimentation en amont de la préparation de ce document. Il a été alors convenu de rédiger une synthèse ayant pour vocation d'identifier clairement les pratiques, paramètres ou notions qui ne changent pas et celles qui ont évolué.

Bonne lecture et remerciements à tou·tes les contributeur·rices !

Les chiffres-clés

7 Membres du Comité de Pilotage (5 administrateurs RBS, La Guilde, Consultante) se sont réunies mensuellement de mars à juillet 2023 pour orienter, conseiller et valider le champ d'étude et d'analyse.

4 Départements bretons couverts par l'ensemble des phases de l'étude. Les proportions par département suivent de près celles de l'actuel annuaire de RBS disponible sur le site.



53

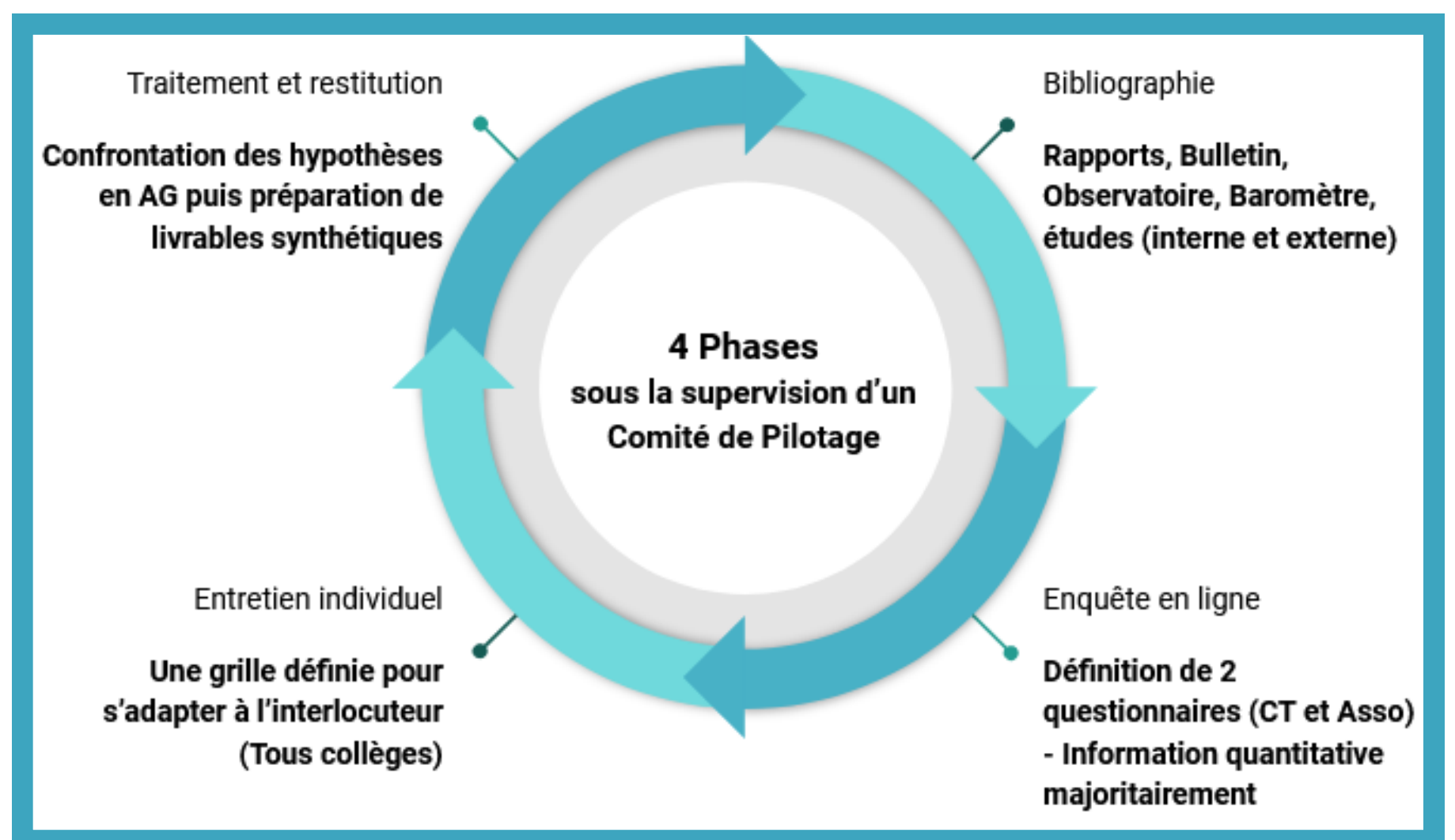
% des contributeurs·rices à l'étude ne font pas partie de RBS (ni adhérent, ni membre). C'est une volonté de RBS de se rapprocher de tous types d'acteur·rices breton·nes de la coopération internationale en particulier ceux non encore rattachés à la dynamique de ce réseau.

Méthodologie

Bibliographie

Le sujet n'étant pas nouveau, ni propre à la Bretagne, un travail de collecte et de compréhension des sources documentaires existantes était nécessaire. **Au niveau régional**, les quelques archives disponibles de la Coordination des Associations de Solidarité Internationale (CASI) et les rapports de RBS ont servi de bases d'analyses quantitatives. Pour identifier de nouvelles structures, les annuaires du Programme Solidarité-Eau (Ps-Eau), du Centre d'Information Cornouallais pour un Développement Solidaire (CICODES), du Réseau Éducation Solidarités Internationales Armor (RESIA),

de la Maison Internationale de Rennes (MIR) ou encore d>HelloAsso ont été exploités. **Au niveau national**, les études sur les modèles socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale (AMSASI) de Centraider et SO Coopération ont été fondamentales pour la méthodologie, puis ont alimenté la réflexion tout comme des rapports de l'Agence Française de Développement (AFD), de Coordination Sud, ou encore le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI).



Enquête en ligne

L'enquête en ligne a pris la forme d'un questionnaire Framafom d'une cinquantaine de questions (20min).

Il se structurait autour :

- d'une description normalisée de l'organisation (pour intégration dans nos bases de données et potentiellement annuaire d'observatoire),
- de thématiques internes à l'organisation comme les ressources humaines et le financement,
- d'une partie sur l'évolution de projets, de partenaires et l'appartenance à des réseaux locaux.

laissait un bon nombre de champs libres pour apporter un éclairage plus qualitatif sur ces mêmes questions.

Un second questionnaire en ligne a été proposé à partir du 20 juin à destination des Collectivités Territoriales dans le cadre de l'étude "Action extérieure des collectivités territoriales : état des lieux régionaux (ACTER)" de la Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA).

Au total, 54 réponses ont été collectées (37 associations, 6 structures d'enseignement, 1 entreprise, et 10 collectivités).

Ce questionnaire se voulait, avant tout, source de données quantitatives mais il

Entretien individuel

D'une durée moyenne d'une heure, la plupart des 39 entretiens ont été réalisés en ligne. Le fait de s'appuyer sur une grille souple et ouverte a permis de s'adresser à un public plus large, c'est pourquoi le collègue *Entreprise* est mieux représenté (15 associations, 10 entreprises, 9 collectivités et 3 établissements d'enseignement).

Collectivités

L'appui aux associations locales est le levier d'action le plus utilisé par les différentes collectivités. Les coopérations décentralisées sont bien plus soumises au contexte politique dans la collectivité bretonne mais aussi étrangère. Elles sont pour la plupart historiques (20 ans et +).

La compétence internationale est souvent éclatée au sein des services techniques ou généraux des collectivités. Seules les entités les plus grandes disposent d'un service spécifique, d'autres les mutualisent entre métropole et ville notamment.

Le plus fréquent est de porter les sujets internationaux de manière transversale entre les différents services sans l'intégrer pleinement dans les missions des agent-es (Europe, Jeunesse, Vie Associative, Culture ou Solidarité).

Enseignement

La mobilité (enseignant-es, élèves étudiant-es) et les financements européens ERASMUS+ sont les moteurs des activités internationales des établissements avec de nombreuses conventions entre établissements.

Les actions de coopération internationale figurent toujours parmi les 5 missions de l'enseignement agricole. MFR et lycées agricoles sont donc en 1ère ligne sur ces sujets.

Les dispositifs de mobilité des jeunes du Fonds de Coopération de Jeunesse et d'Éducation Populaire (FONJEP) sont encore peu connus mais complètent les dispositifs Service Civique International et Volontariat de Solidarité internationale (SCI et VSI).



Observatoire

Caractérisation des Acteur·rices

Associations



Typologie

75%

des répondants correspondent à des associations locales (8% de collectifs, 8% d'antennes, 6% d'OSIM, 3% étudiantes).

60%

sont reconnues d'Intérêt Général, et peuvent d'émettre des reçus fiscaux.

27%

déclarent s'être créées dans les 5 dernières années, contre 37%, il y a 20 ans ou plus.



Ressources humaines et financières



30% sont employeuses (moins de 2 pers. pour 60% d'entre elles)



22 bénévoles en moyenne (avec noyau dur amical ou familiale)



Les 70 ans ou plus sont majoritaires dans 26% des associations.



45 000 EUROS de budget moyen pour les associations locales (Près du double pour les réseaux/collectifs, antennes)



85% déclarent un budget stable ou en hausse sur les 5 dernières années.



Sources de recettes:
1. Collecte physique,
2. Subvention locale et/ou régionale.
(AAP et 1% Eau)



Localisation et Secteurs d'intervention



54% interviennent sur le continent africain (AFO - 25% et Madagascar - 15%). 70% ne travaillent qu'avec un seul pays dont 10% uniquement en France (Réseau, Migrants, Étudiants)

Les grands domaines d'intervention sont tous représentés. Éducation (22%), Santé (12%), Agriculture (10%) sont les thèmes les plus présents.



Entreprises

Les entreprises ciblées par cette étude ont des profils divers allant d'un groupe international à l'entreprise familiale intégrée à la dynamique de l'Économie Sociale et Solidaire du territoire (ESS).

Toutes ont un lien avec l'international et intègrent leurs actions dans des pays tiers dans leur logique Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), en particulier sur l'impact environnemental. De la même manière, toutes ont une expérience de partenariat avec des associations.

Résultats | Ce qui ne change pas

Un grand nombre de **coopérations décentralisées** ou d'associations de solidarité internationale sont nées d'un voyage, d'une rencontre ou d'une initiative personnelle. La motivation et l'enthousiasme des parties concernées sont donc particulièrement liés à la capacité à se rencontrer avec les personnes et les partenaires dans les pays tiers.

La poursuite des activités et des échanges entre peuples est fragilisé en cas de changement de personnes (vieillesse, mandat, départ), tout comme l'impossibilité de voyager. Cette relation privilégiée avec un partenaire étranger est également basée sur un niveau de confiance très élevé entre partenaires, ce qui explique en partie le faible niveau de structuration des activités de suivi-évaluation (indicateurs qualitatifs et d'impact).

Il existe une forte **hétérogénéité** dans la typologie d'acteur·rices et au sein de ces acteur·rices. Leurs gouvernances, leurs moyens opérationnels, leurs visions sont très variés. Pourtant, tou·tes reconnaissent ou participent à un écosystème local de **solidarité internationale**. Les connexions les plus courantes sont des mises en relation pour des aspects très concrets et pragmatiques tournés vers l'action (collecte ou projet). Une diversité qui se note notamment dans le sentiment d'appartenance vis-à-vis de la notion de "Solidarité Internationale". Ainsi, les associations culturelles ou OSIM ciblant avant tout des actions en France ne se sentent pas directement impliquées dans la solidarité. Les établissements d'enseignement comme les entreprises intègrent ce volet international dans leur développement partenarial.



Comme pour toutes organisations, boucler le **budget** est une question clé, les associations font souvent le choix de rester à base bénévole pour ne pas générer de frais de fonctionnement (bureau, équipement, salaires). Celles-ci font preuve d'une **capacité d'innovation** pour collecter des fonds et des soutiens allant au-delà des événements physiques (ralentis lors du COVID) ou des subventions locales (rarement harmonisées, peu flexibles sur l'éligibilité de certains frais, et s'adressant seulement sous le "mode projet"). Ainsi, des **initiatives** sont lancées via des cagnottes en ligne, l'intégration de commerces de proximité (Euro arrondi), des sollicitations à des fondations d'entreprises. Cette **diversification** nécessaire ne rencontre pas toujours un succès direct. La recherche de fonds reste l'activité principale des associations de toutes tailles. C'est une tâche chronophage, en particulier pour les associations locales non employeuses. En effet, monter des dossiers de subventions n'est pas la motivation première des bénévoles engagés dans une association de solidarité internationale.

Le **défi du renouvellement** est propre à l'engagement bénévole associatif, et ceci, de tout temps. Le secteur de la solidarité internationale ne déroge pas à la règle. Il semblerait, d'une part, que le renouvellement des bénévoles au sein des associations locales semble plus limité que celles des antennes d'associations nationales. D'autre part, il est important d'observer le renouvellement des associations elles-mêmes. Les associations vieillissent sans trouver "repreneur" tandis que d'autres apparaissent dans une proportion qui reste difficilement mesurable à ce stade. Lorsqu'il ne se crée pas de nouvelles associations, l'intégration des plus jeunes reste difficile du fait de la forte mobilité des étudiant·es (dépendant d'un calendrier scolaire ou universitaire - stage-examens). Les jeunes actifs lorsqu'ils s'engagent souhaitent être actifs sur les tâches pour lesquelles ils ont une compétence avérée et sont ouverts à plus de zones d'intervention (hors des zones historique de coopération).

Résultats | Ce qui change



Depuis maintenant plusieurs années, les **déplacements** dans les zones de coopération historiques sont remises en question, par la crise sanitaire, puis parfois par une crise sécuritaire plus forte, remettant en cause la capacité de mise en oeuvre de certains projets.

A cette limitation se rajoute un paradoxe partagé par tous les acteur·rices et en particulier par les plus jeunes générations. C'est celui de l'**impact des voyages courts** dans les pays d'intervention comme vecteurs de motivation des parties prenantes face aux questionnements liés à l'empreinte carbone et l'impact environnemental qui sont désormais des composantes systématiques des projets.

Sécurité et Climat, comme nouveaux enjeux des déplacements

Une attente de réciprocité plus forte

Depuis longtemps, les **acteur·rices breton·nes** ont mis au centre les besoins des partenaires et des populations visées. Cependant, il existe aujourd'hui une attente plus forte de réciprocité des échanges.

L'apprentissage se veut mutuel et mettre fin à la relation unilatérale "Apporteur de solutions au Nord >> Partenaires & Bénéficiaires aux Suds". Ceci démontre la remise en cause de la légitimité d'agir ailleurs et la valeur de l'échange attendue. L'impact local attendu peut prendre différentes formes depuis des méthodes de collecte d'argent (valorisation de déchets), des activités de sensibilisation vers des publics nouveaux (scolaires, entreprises) ou mener des actions en Bretagne sur les mêmes thématiques que celles mises en oeuvre dans le pays-tiers (par ex.: Low-Tech, Jardin collectif...).

La **professionnalisation** des acteur·rices de la solidarité internationale concerne en premier lieu les partenaires dans les pays d'intervention.

Une localisation de l'aide comme nouvelle réalité

Cette montée en compétences les rend plus autonomes et en capacité de renforcer toujours plus leur gestion des partenariats. Ceci est reconnu par les financeurs qui depuis peu valorisent non seulement la co-construction, la gouvernance partagée ou la responsabilité opérationnelle mais aussi la capacité à gérer des fonds en ouvrant certains guichets de financement (National et Local) à des associations étrangères. Cette localisation de l'aide sert le principe de subsidiarité et favorise la résilience des acteur·ices locaux·les via les Organisations de la Société Civile (OSC) du territoire.

Le besoin de mutualisation comme piste de (re)dynamisme

Les **besoins en ingénierie** de projet, de **diversification** de sources de financement, de **professionnalisation** sont de plus en plus difficilement supportables sans une mutualisation de moyens. Les exemples sont nombreux et pas nécessairement récents :

- Antennes départementales ou régionales avec certaines ressources centralisées au national, les services de collectivités harmonisés entre Ville et Agglomération ou un fonctionnement en fédération d'associations ou d'établissements d'enseignement.
- Cependant, on note que les associations auparavant autonomes et indépendantes ayant des interactions réduites avec d'autres associations évoquent ces pistes ouvertement. L'équation est difficile car mutualiser signifie aussi faire des concessions et des choix pour les bénéfices communs et une vision plus pérenne via des actions plus ambitieuses et une capacité de recrutement plus forte.
- L'apport des réseaux comme porteurs ou médiateurs semble aussi être une attente.

Collège Association

Les différentes typologies d'associations amènent des problématiques spécifiques à chacune:

"Aller à l'international pour une mission courte, ce n'est pas dans nos valeurs, l'impact écologique est trop fort, nous avons plus à faire d'un point de vue local avec un impact visible et rapide."

*Emeric Thomas de la Pintièrre
Président ESFAE -Ass. étudiante*

- **Ass. étudiante:** Du fait de la rotation permanente des membres, la capitalisation et les retours d'expériences sont très faibles, l'association permet de réaliser une succession de projets annuels, avec les nouveaux groupes d'étudiant·es qui remplacent les précédent·es. Elles verbalisent également rapidement leurs craintes de légitimité à agir par manque d'expérience mais surtout par peur d'imposer une vision occidentale et des solutions mal adaptées. Il s'observe **deux mouvements**. Le premier vers une action centrée sur le territoire visant les Objectifs de Développement Durable (ODD) également. Le second cherchant à se relier à une association installée, généralement une antenne d'une association nationale ou internationale.

- **OSIM:** Avec leurs missions généralement tournées vers l'appui en France des différentes diasporas, les OSIM sont parfois en marge et peu accessibles pour les sujets de solidarités internationales "classiques" mais un intérêt plutôt porté vers des initiatives individuelles et/ou entrepreneuriales. Plusieurs pistes de connexions existent pourtant avec les associations locales. En effet, étant une communauté de jeunes actifs majoritairement, les OSIM peuvent être tout autant un **vivier de bénévoles**, comme un **facteur de sensibilisation citoyenne** ou une **ressource avisée** sur le contexte d'un pays d'intervention.

"Pour les AAP ou grandes fondations, le fait d'être évalué sur la même base que des grosses ONG, c'est pas la même échelle, mais nous sommes sur le même marché."

*Charlotte Courtois
Coordinatrice Konstelacio -Ass. locale*

- **Antenne d'Ass. Nationale:** Avec moins de difficultés à renouveler leurs bases bénévoles, ces antennes bénéficient aussi d'une **organisation mutualisée au niveau central** avec un noyau de salarié·es en capacité d'assurer les tâches de formulation de projet et rapportage. Il peut alors apparaître un questionnement sur leur positionnement vis à vis des associations locales lorsqu'il s'agit de collaborer au sein d'un réseau comme RBS car les enjeux ne sont pas vécus de la même manière. A noter également que de nombreuses antennes, présentes en Bretagne, ne sont pas porteuses de projets à l'international mais jouent le rôle de **relai de sensibilisation et plaidoyer citoyen**.

- **Ass. Locale:** Largement majoritaires, elles constituent le **maillage associatif du territoire**. Avec une volonté de réduire au maximum leurs frais de fonctionnement, elle souhaitent dédier un maximum de leur budget aux actions de solidarité dans la zone d'intervention. Une grande part de ces associations ne sont pas connues des dispositifs financiers basés sur des Appels à Projets (AAP). Les raisons sont multiples allant des contraintes de temps aux critères d'éligibilité. Cet éloignement de l'association des guichets de subventions peut aussi trouver racine dans le fait que la mission associative ne se structure pas en projets, mais constitue plutôt un appui en fonction des besoins qui apparaissent au fil de l'eau. Enfin, une autre raison, plus simple encore, elles ont constitué un **réseau de partenaires solides** et autonomes en France qui permet de réaliser les mêmes cycles d'activités depuis plusieurs années sans demande de financements extérieurs.



Collège Collectivité Territoriale



"Stopper une coopération décentralisée se fait rapidement. En revanche, en construire une nouvelle requiert beaucoup de temps."

*Sylvain Ségal,
Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine*



"Dans la coopération avec Tchirozérine [Niger], nous avons des choses à apprendre dans les deux sens, sur l'eau, sur nos processus décisionnels ou sur les relations interpersonnelles. La coopération c'est donnant-donnant."

*Anthony Pezron
Ville de Lannion*

Il est assez difficile d'établir une tendance commune dans la dynamique des collectivités territoriales bretonnes. Cependant, la photographie de 2023 est clairement différente de celle de 2010.

Les points communs restent que l'international est pour la plupart perçu comme loin des priorités des territoires voire essentiellement une affaire de collectivité avec des services dédiés comme le Conseil Départemental ou Régional. Ce sont des acteurs forts avec une capacité de pilotage et d'entraînement d'autres collectivités dont les moyens sont plus réduits.

Les changements de mandatures peuvent influencer sur l'orientation et les moyens mis en œuvre dans un sens comme dans un autre. A noter que dans le cas de coopération décentralisée, ce point est valable aussi pour les institutions étrangères. Un coup d'Etat, un régime autoritaire ou plus simplement un changement d'interlocuteurs génèrent un processus de contact et construction de confiance nouveaux.

Les collectivités utilisent rarement l'axe de coopération internationale ou de soutien aux associations de solidarité internationale comme outil de communication et reconnaissent la difficulté à sensibiliser leurs concitoyens sur ces questions. Convaincre et argumenter sur les bénéfices des relations de coopération internationale (Europe comme ailleurs) continue à être une tâche de base pour les élu-es portant ces projets.

Les coopérations décentralisées avec l'Afrique de l'Ouest (Niger, Burkina-Faso, Mali) sont difficiles, soutenir des déplacements en zone rouge impossible, financer des projets dans ces zones risqué. Les enveloppes dédiées au soutien des associations de solidarité internationale restent stables ou à la hausse et se formalisent dans un cadre d'Appel à Projets (AAP), notamment le dispositif 1% Solidaire - Eau. L'initiative de formulaire unique entre collectivités permet de simplifier la démarche et de co-financer des projets plus ambitieux. Pourtant, la tendance va vers l'abandon de cette pratique.

Aujourd'hui, il y a une attente plus forte sur des répercussions pour le territoire et une pression pour une meilleure capacité d'évaluation d'impacts du projet. Les agent.es comme les élu.es ne travaillent sur les thématiques internationales que de manière marginale, et l'inclusion des différents services dans une démarche, bien que reconnue comme légitime, est encore très rare.

Collège

Établissement d'Enseignement

"L'altruisme peut toujours être un vecteur de motivation et d'engagement pour les élèves"

*Geneviève Sanguaré
CFA Pommerit-Jaudy*

Pour les établissements d'enseignement, l'International est avant tout lié à des conventions et charte ERASMUS, ERASMUS + ou ECHE pour de la mobilité d'enseignant·es et d'étudiant·es, plutôt qu'à des partenariats sur des projets associatifs ou reliés à une collectivité. L'Europe est majoritaire dans les partenariats puis vient l'Amérique du Nord, du Sud et l'Afrique de l'Ouest. Les missions d'éducation à la citoyenneté et au développement durable des lycées agricoles et maritimes se sont au fil des années modifiées. La dynamique d'engagement s'est transformée en profondeur avec de la mobilité pour l'apprentissage des langues en priorité, puis, pour les compétences techniques du cursus suivi.

Un manque de valorisation dans le cursus de l'engagement vers de la solidarité internationale provoque la diminution significative de la participation des filières technologique et générale. Malgré ce constat, les établissements gardent l'objectif de proposer pour chaque élève un voyage à l'étranger et l'animation du service de la vie scolaire oriente davantage vers des sujets culturels ou sportifs. En effet, la coopération demande un engagement plus fort de la part des équipes enseignantes qui elles aussi peinent à se renouveler ou trouver le soutien nécessaire (manque de temps ou méconnaissance de dispositif de financements spécifiques).

Pour l'éducation supérieure, l'international peut aussi être perçu comme relai de croissance tant sur le volet recrutement international d'étudiant·es et attractivité du campus que sur le volet "formation, ingénierie de projet" avec des formats variés de mise en œuvre allant d'une convention amenant un double diplôme à la création d'antennes sur place ou encore des prestations externes pour de la mise en œuvre de projets.

Collège Entreprise

Les entreprises du territoire qu'elles soient de l'Economie Sociale et Solidaire ou ayant des activités à l'international ont conscience de leur rôle essentiel dans l'atteinte des ODD. Souvent matérialisées sous une démarche RSE, d'achats responsables ou de décarbonation, les transitions engagées et nécessaires sont bien plus importantes. Les dirigeants citent volontiers les concepts de la théorie du Donuts et des 9 limites planétaires. Les contraintes réglementaires actuelles semblent nettement en retard par rapport aux enjeux globaux de transformation nécessaire à la durabilité de leur modèle.

"A Madagascar, nous travaillons avec des Associations locales, c'est très utile pour expérimenter"

*Claude Fromageot
Directeur Développement
Responsable Groupe Rocher*

"Nous accompagnons les projets seulement sur sollicitations des coopératives de caféiculteurs et sur nos compétences techniques. Il faut maintenir une relation équitable, nous ne pouvons pas nous permettre d'apporter des solutions toutes faites. Il faut une appropriation."

*Frédéric Lerebour
Dirigeant de Lobodis*

Les partenariats incluant des associations sont une constante pour les entreprises sur les thématiques sociales, environnementales et aussi économiques avec généralement un appui à la structuration de filière (textile, agricole, logistique). Les entreprises ont pris le virage de régionalisation avec moins de déplacements mais avec une présence permanente sur place et des relations avec des partenaires du pays pour être cohérentes avec leurs démarches générales. Sans en utiliser le vocabulaire et souvent sans en avoir conscience, les entreprises participent pleinement à des partenariats de coopération internationale et en perpétuel questionnement.

Recommandations | RBS

Des enjeux communs aux RRMA

Les défis mondiaux réunis dans les 17 ODD démontrent une nécessité d' "Agir local, penser global" et de générer de nouveaux modèles d'organisation, de financement et de partenariats en misant sur le facteur multi-acteur.ices. **Les Réseaux Régionaux Multi-Acteur·rices de la Coopération Internationale**, comme RBS, doivent donc jouer un rôle essentiel dans l'accompagnement de ces transformations.

Aujourd'hui, deux sujets sont toujours plus visibles dans les relations entre RRMA et ses membres et représentent des pistes de réflexion pour le développement des réseaux. Tout d'abord, le fait que certains thèmes soient peu couverts par les RRMA et pourtant définitivement internationaux comme les réfugiés ou l'Europe est questionnable. Puis, l'absence dans les missions des RRMA d'avoir une incidence sur les **instruments de politique publique aux relations internationales** est un sujet de positionnement sensible.

De nombreux chantiers sont lancés et doivent continuer pour :

- Avoir une meilleure lecture des nouveaux systèmes de financement (comme les fondations, relations avec le commerce de proximité, technique de collecte en ligne)
- Adapter son accompagnement à chaque typologie d'acteur·rices (incluant chaque catégorie d'associations)
- Faire de l'Éducation à la citoyenneté et à la Solidarité Internationale avec toutes sortes de publics, incluant les entreprises et les collectivités territoriales (hors services internationaux) pour casser certaines idées reçues et trouver un langage commun de collaboration.
- Comprendre la jeune génération sur leurs questionnements mêlant l'éco-anxiété et la légitimité d'agir sur des projets internationaux.
- Comprendre et appuyer les initiatives d'acteur·rices émergents, en particulier les jeunes
- Accompagner les acteur·rices intervenant dans des contextes sécuritaires et géopolitiques tendus (par ex.: Sahel)

Les spécificités de RBS

Réseau Bretagne Solidaire étant parmi les plus jeunes RRMA, son développement et sa structuration devront poursuivre les efforts de:

- Cartographie des acteur·rices, en particulier les Collectivités territoriales et Établissements d'Enseignement, puis les entreprises
- Animation du réseau pour faciliter le décloisonnement des collèges
- Valorisation de l'expérience de ses membres sur des pratiques innovantes (communication, réciprocité, empreinte carbone, mode de financement...)
- Sensibilisation sur les dispositifs de financement vers les publics cibles
- Faciliter l'échange entre bénéficiaires et décideur·euses pour plus de flexibilité, (simplification ou harmonisation)
- Soutien à la mutualisation de ressources, en facilitant les mises en relation, la coordination ou le portage.

Résumé | Enjeux

Penser le renouvellement différemment

Le vieillissement de certaines associations est naturel et doit être accompagné. D'une part, en anticipant avec les partenaires étrangers afin de chercher une nouvelle autonomie ou de nouveaux partenaires. D'autre part, en assurant une capitalisation et transmission de l'expérience via des rencontres intergénérationnelles pour croiser les regards: public jeunes (ECSI), jeunes entrepreneur-euses, et d'actifs (Volontariat d'Echanges et Compétences)

Reconnaissance de l'engagement bénévole

La quête de sens des actifs et jeunes est parfois bridée par le manque d'appui à cet engagement.

Les structures de financement ne permettent pas non plus de différencier les actions menées sur base bénévole ou salariée. Si cette professionnalisation permet une amélioration générale des projets et de la transparence, la lourdeur et le calendrier administratifs pour accéder aux financements démotivent certains non-professionnels à l'engagement.

Porter une attention sur les thèmes transversaux

Le sujet du Suivi-Evaluation-Audit est régulièrement cité comme points faibles des projets de coopération (compétences, temps, moyens limités). Il semble important de poser un cadre de contrôle (par les financeurs publics): indicateur qualitatif, charte éthique ou politique abus/harcèlement/corruption exposant les risques de dérive.

L'équilibre numérique et présentiel

Les outils numériques ont montré leur souplesse durant la crise COVID pour tous les aspects de la coopération (*Collecte, Mobilisation via les Réseaux Sociaux, Communication et suivi avec les partenaires*). Un équilibre doit pourtant être maintenu pour les rencontres, les interactions informelles, le suivi d'impact et éviter la fracture numérique.

Des dispositifs pour tous mais mal connus

Certains dispositifs existants depuis plusieurs années sont mal connus ou peuvent améliorer leurs déploiements.

Pour les plus jeunes les dispositifs FONJEP restent sous exploités.

Pour les actifs, le Volontariat d'échanges et de Compétences est un moyen pour s'engager dans des activités de solidarité.

Enfin, le dispositif 1% Solidaire est connu pour son volet eau mais encore peu déployé et sollicité sur les volets Déchets et Energie.

Les ODD comme langage commun

Les Objectifs du Développement Durable sont en capacité d'intégrer l'ensemble des acteur-rices au-delà des clivages au Nord comme au Sud, pour les collectivités territoriales comme les entreprises ou associations. C'est un outil de décloisonnement important.

Résumé | Enjeux

Accélérer la transition vers plus de réciprocité et localisation

La question de légitimité d'intervention a toujours été un sujet central. Cependant elle semble aujourd'hui d'autant plus présente, au regard des enjeux sur le territoire breton plus forts (eau, alimentation, précarité, climat). C'est une opportunité formidable d'échanges et d'entraide entre les pays. Développer cette réciprocité et la montée en compétence seront les clés de cette transition.

Crises généralisées rendent difficile une projection

Durant la dernière décennie, les crises se sont succédées jusqu'à atteindre le concept de perma-crise. Le secteur de la solidarité internationale est particulièrement touché par la crise sanitaire, la crise climatique et les différents changements géopolitiques influant sur l'inflation ou la sécurité. La guerre en Ukraine a aussi renversé la vision d'une crise généralisée au sud comme au nord. C'est un nouvel élan qui est à trouver dans ces transitions d'approche, de modèle et d'actions avec moins de projection sur du long terme.

Une mutualisation difficile dans une relation basée sur l'humain

Les partenariats dans le cas d'associations locales sont avant tout basés sur une relation interpersonnelle sur laquelle un projet se crée autour des besoins et des ODD. Mutualiser les ressources pourrait signifier prioriser, repositionner son action et modifier la zone d'intervention. La mise en commun pourrait aussi permettre de dynamiser les partenariats qui, agissant en complémentarité, faciliteraient des changements plus pérennes. En revanche, cela pourrait engendrer une perte de sens et de motivation pour certain.es bénévoles installé.es dans une relation de long terme avec un village, une population, un partenaire.

Etre un réseau structurant

Réseau Bretagne Solidaire peut intervenir sur la plupart de ces enjeux en maintenant ses missions principales d'observatoire qui intègre la cartographie, la caractérisation, la mise en relation mais aussi la valorisation et capitalisation des expériences sur le territoire. L'animation d'un réseau multi-acteur.rices est aussi porteur d'échange et facilitateur de transitions. Enfin l'accompagnement différencié et le portage de projets permet la réflexion sur le mode d'intervention cherchant un impact optimum et une considération de tou.tes les acteur.rices en France comme à l'étranger. La structuration de RBS pour répondre à ces questions est essentielle pour ses membres.



Réseau
**BRETAGNE
SOLIDAIRE**

Facilitateur de synergies
pour des actions solidaires à
l'international

Réseau Bretagne Solidaire
Coopération et solidarité internationale

Adresse

Espace Anne de Bretagne
15 rue Martenot, 35000 Rennes
www.bretagne-solidaire.bzh

